

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 4050

[2010/206057]

**18 NOVEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon introduisant certaines dérogations pour l'admission des variétés de légumes traditionnellement cultivées dans des régions spécifiques ou sans valeur commerciale, ainsi que pour la commercialisation des semences de ces variétés**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, l'article 2, modifié par les lois des 21 décembre 1998 et 5 février 1999;

Vu le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la Fonction publique, l'article 45;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif aux examens pour l'admission des variétés et espèces des plantes agricoles et de légumes au catalogue national, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 12 octobre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes et des semences de chicorée industrielle;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 15 juillet 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 juin 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juin 2010;

Vu l'avis du Conseil du Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux, donné le 2 juillet 2010;

Vu l'avis 48.782/4 du Conseil d'État, donné le 3 novembre 2010, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Objet et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté transpose la Directive 2009/145/CE de la Commission du 26 novembre 2009 introduisant certaines dérogations pour l'admission des races primitives et variétés de légumes traditionnellement cultivées dans des localités et régions spécifiques et menacées d'érosion génétique, et des variétés de légumes sans valeur intrinsèque pour la production commerciale mais créées en vue de répondre à des conditions de culture particulières, ainsi que pour la commercialisation de semences de ces races primitives et variétés.

§ 2. Le présent arrêté concerne les espèces agricoles relevant de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes et des semences de chicorée industrielle.

**Art. 2.** Aux fins du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> conservation in situ : la conservation de matériel génétique dans son milieu naturel et, dans le cas d'espèces végétales cultivées, dans le milieu agricole où elles ont acquis leurs caractères distinctifs;

2<sup>o</sup> érosion génétique : la perte de diversité génétique entre et dans des populations ou des variétés de la même espèce au fil du temps, ou la réduction de la base génétique d'une espèce en raison de l'intervention humaine ou de modifications de l'environnement;

3<sup>o</sup> race primitive : un ensemble de populations ou de clones d'une espèce végétale naturellement adaptés aux conditions environnementales de leur région;

4<sup>o</sup> catalogue commun : le catalogue commun des variétés des espèces de légumes établi par la Directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes;

5<sup>o</sup> catalogue national : le catalogue national des variétés des espèces de légumes établi par l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

6<sup>o</sup> Fonds : le Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux, visé aux articles 43 à 48 du décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la Fonction publique;

7<sup>o</sup> Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

8<sup>o</sup> Service : la Direction de la Qualité de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, qui est l'autorité responsable pour l'admission des variétés au catalogue national et pour la certification des semences de légumes.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans le contexte de la conservation in situ et de l'utilisation durable des ressources phylogénétiques grâce à la culture et à la commercialisation, le présent arrêté établit certaines dérogations applicables aux espèces de légumes visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 2 :

1<sup>o</sup> pour l'admission au catalogue national des races primitives et variétés traditionnellement cultivées dans des localités et régions spécifiques et menacées d'érosion génétique, ci-après dénommées "les variétés de conservation";

2<sup>o</sup> pour l'admission au catalogue national des variétés sans valeur intrinsèque pour la production commerciale mais créées en vue d'être cultivées dans des conditions particulières, ci-après dénommées "les variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières", et

3<sup>o</sup> pour la commercialisation des semences de ces variétés de conservation et variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières.

§ 2. Sauf disposition contraire dans le présent arrêté, l'arrêté royal du 8 juillet 2001 précité et l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes et des semences de chicorée industrielle s'appliquent.

§ 3. Le présent arrêté est pris sans préjudice des compétences fédérales en matière phytosanitaire et, notamment, des dispositions de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

## CHAPITRE II. — Variétés de conservation

### Section 1<sup>re</sup>. — Admission des variétés de conservation

**Art. 4.** Les variétés de conservation sont admises au catalogue national pour autant que les exigences prévues aux articles 5 et 6 soient remplies. Les variétés de conservations sont admises comme variété dont les semences peuvent uniquement être contrôlées en tant que "semences standard d'une variété de conservation". La variété en question est alors inscrite au catalogue national comme "variété de conservation dont les semences doivent être contrôlées conformément à l'article 12 du présent arrêté". La variété en question est inscrite au catalogue commun comme "variété de conservation dont les semences doivent être contrôlées conformément à l'article 11 de la Directive 2009/145/CE de la Commission".

**Art. 5.** Pour être admise en tant que variété de conservation, une race primitive ou une variété visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, doit présenter un intérêt pour la conservation des ressources phylogénétiques.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif aux examens pour l'admission des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes au catalogue national, pour ce qui est des critères distinctifs et de la stabilité, sont d'application au minimum les caractères visés dans les questionnaires techniques liés aux protocoles d'examen de l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV) énumérés à l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du 27 mai 2004 précité pour les espèces concernées, ou les questionnaires techniques des principes directeurs de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) énumérés à l'annexe II de l'arrêté du 27 mai 2004 précité pour les espèces concernées.

Pour l'évaluation de l'homogénéité, l'arrêté du 27 mai 2004 précité est d'application. Toutefois, si le niveau d'homogénéité est déterminé sur la base des plantes aberrantes une norme de population de 10 % et une probabilité d'acceptation d'au moins 90 % s'appliquent.

**Art. 6.** Par dérogation à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 juillet 2001 précité, aucun examen officiel n'est requis si les informations ci-après suffisent pour décider de l'admission des variétés de conservation :

- 1<sup>o</sup> la description de la variété de conservation et sa dénomination;
- 2<sup>o</sup> les résultats d'essais non officiels;
- 3<sup>o</sup> les connaissances acquises sur la base de l'expérience pratique au cours de la culture, de la multiplication et de l'utilisation, notifiées par le demandeur de l'admission;
- 4<sup>o</sup> d'autres informations, provenant notamment des autorités responsables des ressources phylogénétiques, des universités ou centres de recherche de la Région wallonne, ou de toute autre organisation qui maintient, sur le territoire de la Région wallonne, une collection de variétés appartenant à l'une des espèces visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 2. Le Service constate le maintien effectif de cette collection.

**Art. 7.** Une variété de conservation ne peut être admise au catalogue national :

1<sup>o</sup> si elle figure déjà dans le catalogue commun en tant que variété autre qu'une variété de conservation, ou si elle en a été radiée depuis moins de deux années, ou si elle a bénéficié depuis moins de deux années du délai accordé conformément à l'article 15, § 2, alinéa 2, de la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles, ou

2<sup>o</sup> si elle fait l'objet d'une protection communautaire des obtentions végétales telle que prévue par le Règlement (CE) n<sup>o</sup> 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales ou d'un titre national de protection des variétés végétales, ou si une demande en ce sens est en instance.

**Art. 8.** Pour ce qui est des dénominations des variétés de conservation qui étaient connues avant le 25 mai 2000, il peut être dérogé au Règlement (CE) n<sup>o</sup> 930/2000 de la Commission du 4 mai 2000 établissant des modalités d'application concernant l'éligibilité des dénominations variétales des espèces de plantes agricoles et des espèces de légumes, sauf dans le cas où de telles dérogations porteraient atteinte aux droits antérieurs d'un tiers protégé en vertu de l'article 2 dudit règlement.

Par dérogation à l'article 9, § 3, de l'arrêté royal du 8 juillet 2001 précité, plus d'une dénomination pour une variété peut être acceptée s'il s'agit de dénominations traditionnelles.

**Art. 9.** Lorsqu'une variété de conservation est admise au catalogue national, la région d'origine est déterminée. La région d'origine est définie comme la ou les régions dans lesquelles la variété est cultivée traditionnellement et auxquelles elle est naturellement adaptée. Les informations provenant des organisations mentionnées à l'article 6, 4<sup>o</sup> sont prises en compte pour déterminer la région d'origine d'une variété. La région d'origine peut s'étendre sur les territoires de plusieurs États membres de l'Union européenne dans la mesure où un accord pour ce faire a été conclu entre les parties concernées. Le Service communique la région d'origine d'une variété à la Commission européenne.

**Art. 10.** Chaque variété de conservation fait l'objet d'une sélection conservatrice dans sa région d'origine.

**Art. 11.** Le Ministre fixe la procédure de demande d'inscription, ainsi que les règles d'admission et de maintien d'une variété au catalogue national comme variété de conservation, conformément aux principes établis par le présent arrêté.

Par dérogation à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 fixant les redevances en matière d'inscription de variétés aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes, la redevance due au Fonds pour le dépôt de la demande d'inscription au catalogue national d'une variété de conservation s'élève à 50 euros et les frais de maintien de l'inscription de cette variété sont fixés à 0 euro. Les autres dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 précité s'appliquent.

### Section 2. — Production et commercialisation des semences des variétés de conservation

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 précité, les semences d'une variété de conservation sont contrôlées en tant que "semences standard d'une variété de conservation" si elle remplissent les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> les semences sont conformes aux exigences relatives à la commercialisation des "semences standards" prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 précité, à l'exclusion de celles afférentes à la pureté variétale minimale;

2<sup>o</sup> les semences présentent une pureté variétale suffisante.

§ 2. Le responsable de l'apposition des étiquettes mentionné à l'article 18, ci-après nommé le fournisseur dans le cadre du présent chapitre, assume seul la responsabilité de la conformité du processus de production et des semences produites aux exigences du présent arrêté.

Le fournisseur réalise ou fait réaliser les analyses nécessaires pour vérifier que les semences des variétés de conservation satisfont aux exigences fixées au § 1<sup>er</sup>. Ces analyses sont réalisées conformément aux méthodes internationales actuellement établies ou, si de telles méthodes n'existent pas, conformément à toute méthode appropriée approuvée par le Service. Aux fins de ces analyses, le fournisseur veille à ce que les échantillons soient prélevés sur des lots homogènes. Il veille à l'application des règles relatives au poids des lots et au poids des échantillons énoncées à l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 précité.

**Art. 13.** Les semences d'une variété de conservation sont produites uniquement dans la région d'origine de cette variété. Si les semences ne peuvent pas être produites dans cette région en raison d'un problème environnemental spécifique, le Ministre peut autoriser la production de semences dans des régions supplémentaires, en tenant compte des informations provenant des organisations mentionnées à l'article 6, 4<sup>o</sup>. Toutefois, les semences produites dans ces régions supplémentaires ne peuvent être utilisées que dans la région d'origine.

**Art. 14.** Les semences d'une variété de conservation ne peuvent être commercialisées que dans la région d'origine de cette variété et si elles ont été produites dans cette région d'origine ou dans une région supplémentaire visée à l'article 13.

Le Ministre peut, pour une espèce donnée, autoriser la commercialisation des semences d'une variété de conservation dans d'autres régions que la région d'origine à condition que ces régions soient analogues à la région d'origine en ce qui concerne l'habitat naturel et semi-naturel de cette variété, et que les semences soient produites uniquement dans la région d'origine de la variété. Si la commercialisation est autorisée dans d'autres régions que la région d'origine, la quantité de semences nécessaire à la production d'au moins la quantité de semences visée à l'article 15 est réservée pour préserver la variété en question dans sa région d'origine.

**Art. 15.** Pour chaque variété de conservation, la quantité de semences commercialisée annuellement n'excède pas la quantité nécessaire pour produire des légumes sur le nombre d'hectares fixé à l'annexe I<sup>re</sup> pour les différentes espèces. Ces quantités peuvent être dépassées à concurrence des quantités inscrites à l'annexe I<sup>re</sup> de la Directive 2009/145/CE de la Commission précitée, moyennant accord préalable des trois Régions au sein de la Conférence interministérielle de la Politique agricole.

**Art. 16.** Les fournisseurs communiquent au Service, avant le début de chaque saison de production, la superficie et la localisation des parcelles destinées à la production de semences de variétés de conservation. Si, sur la base des informations reçues et d'une production de référence par unité de superficie fixée par le Service, les quantités établies à l'article 15 risquent d'être dépassées, le Service attribue à chaque fournisseur concerné le quota qu'il peut commercialiser durant la saison de production en question, en parts égales entre chaque fournisseur. Si le quota attribué à un fournisseur est supérieur à la production attendue par ce fournisseur (superficie communiquée multipliée par la production de référence), le surplus (quota attribué moins la production attendue par ce fournisseur) est réparti à parts égales entre les producteurs dont la production attendue est supérieure au quota attribué.

**Art. 17.** Les semences des variétés de conservation sont commercialisées uniquement dans des emballages fermés et scellés. Les emballages de semences sont scellés par le fournisseur de telle manière qu'il soit impossible de les ouvrir sans endommager le système de fermeture ou sans laisser des traces d'altération sur l'étiquette du fournisseur ou l'emballage. Afin de garantir que les emballages sont scellés conformément au présent article, le système de fermeture comporte au moins soit l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette, soit l'apposition d'un scellé.

**Art. 18.** Les emballages ou contenants de semences de variétés de conservation portent une étiquette du fournisseur, une inscription imprimée ou un cachet comprenant au moins les informations suivantes :

- 1<sup>o</sup> la mention "Règles et normes UE";
- 2<sup>o</sup> le nom et l'adresse de la personne responsable de l'apposition des étiquettes ou sa marque d'identification;
- 3<sup>o</sup> l'année de la fermeture, indiquée par la mention "Scellé en ..." (année), ou l'année du dernier prélèvement d'échantillons aux fins du dernier test de germination, indiquée par la mention "Echantillonné en ..." (année);
- 4<sup>o</sup> l'espèce;
- 5<sup>o</sup> la dénomination de la variété de conservation;
- 6<sup>o</sup> la mention "semences standard d'une variété de conservation";
- 7<sup>o</sup> la région d'origine;
- 8<sup>o</sup> si la région de production des semences est différente de la région d'origine, la région de production des semences;
- 9<sup>o</sup> le numéro de référence attribué au lot par la personne responsable de l'apposition des étiquettes;
- 10<sup>o</sup> le poids net ou brut déclaré ou le nombre déclaré de semences;
- 11<sup>o</sup> en cas d'indication du poids et d'emploi de granulés de pesticides, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, la nature du traitement chimique ou de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de glomérules ou de graines pures et le poids total.

**Art. 19.** Le Service effectue un contrôle a posteriori par sondage des semences des variétés de conservation commercialisées en vertu du présent arrêté, dans le but de vérifier leur identité et leur pureté variétales. Ces contrôles sont réalisés conformément aux méthodes internationales actuelles ou, si de telles méthodes n'existent pas, conformément à toute méthode appropriée déterminée par le Service.

**Art. 20.** Le Service s'assure, par des contrôles réalisés lors de la production et de la commercialisation, que les semences satisfont aux dispositions du présent chapitre, en accordant une attention particulière à la variété, aux lieux de production des semences et aux quantités.

**Art. 21.** Le Ministre fixe les modalités de production, de commercialisation et de contrôle des variétés de conservation conformément aux principes établis par le présent arrêté.

**Art. 22.** L'activité de fournisseur au sens du présent chapitre est soumise à une autorisation préalable du Service, selon les modalités et aux conditions fixées par le Ministre.

L'enregistrement comme fournisseur auprès du Service est soumis à une rétribution au Fonds fixée à 50 euros par an, augmentée d'un montant de 12,5 euros par ha attribué conformément à l'article 16. L'arrêté royal du 25 octobre 1991 fixant les rétributions dues pour le contrôle des semences et des plants agricoles et horticoles, ainsi que des rétributions dues du chef de l'exercice de certaines professions dans l'agriculture, l'horticulture et la sylviculture, n'est pas d'application.

## CHAPITRE II. — Variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières

Section 1<sup>re</sup>. — Admission des variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières

**Art. 23.** Les variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières sont admises au catalogue national pour autant que les exigences prévues aux articles 24 et 25 soient remplies. Une variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières est admise comme variété dont les semences peuvent uniquement être contrôlées en tant que

“semences standard d’une variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières”. La variété en question est alors inscrite au catalogue national comme “variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières dont les semences doivent être contrôlées conformément à l’article 29 du présent arrêté”. La variété en question est inscrite au catalogue commun comme “variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières dont les semences doivent être contrôlées conformément à l’article 26 de la Directive 2009/145/CE de la Commission”.

**Art. 24.** Pour être admise en tant que variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières, visée à l’article 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, une variété ne doit pas avoir de valeur intrinsèque pour la production commerciale mais avoir été créée en vue d’être cultivée dans des conditions particulières. Une variété est réputée avoir été créée en vue d’être cultivée dans des conditions particulières si elle a été créée pour être cultivée dans des conditions agrotechniques, climatiques ou pédologiques spécifiques.

Par dérogation à l’article 1<sup>er</sup> de l’arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 précité, pour ce qui est des critères distinctifs et de la stabilité, sont d’application au minimum les caractères visés dans les questionnaires techniques liés aux protocoles d’examen de l’Office communautaire des variétés végétales (OCVV) énumérés à l’annexe I<sup>re</sup> de l’arrêté du 27 mai 2004 précité pour les espèces concernées, ou les questionnaires techniques des principes directeurs de l’Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) énumérés à l’annexe II de l’arrêté du 27 mai 2004 précité pour les espèces concernées.

Pour l’évaluation de l’homogénéité, l’arrêté du 27 mai 2004 précité est d’application. Toutefois, si le niveau d’homogénéité est déterminé sur la base des plantes aberrantes une norme de population de 10 % et une probabilité d’acceptation d’au moins 90 % s’appliquent.

**Art. 25.** Par dérogation à l’article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l’arrêté royal du 8 juillet 2001 précité, aucun examen officiel n’est requis si les informations ci-après suffisent pour décider de l’admission des variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières :

- 1<sup>o</sup> la description de la variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières et sa dénomination;
- 2<sup>o</sup> les résultats d’essais non officiels;
- 3<sup>o</sup> les connaissances acquises sur la base de l’expérience pratique au cours de la culture, de la multiplication et de l’utilisation, notifiées par le demandeur de l’admission;
- 4<sup>o</sup> d’autres informations, provenant notamment des autorités responsables des ressources phylogénétiques, des universités ou centres de recherche de la Région wallonne, ou de toute autre organisation qui maintient, sur le territoire de la Région wallonne, une collection de variétés appartenant à l’une des espèces visées à l’article 1<sup>er</sup>, § 2. Le Service constate le maintien effectif de cette collection.

**Art. 26.** Une variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières ne peut être admise au catalogue national :

- 1<sup>o</sup> si elle figure déjà dans le catalogue commun en tant que variété autre qu’une variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières, ou si elle en a été radiée depuis moins de deux années, ou si elle a bénéficié depuis moins de deux années du délai accordé conformément à l’article 15, § 2, alinéa 2, de la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles, ou
- 2<sup>o</sup> si elle fait l’objet d’une protection communautaire des obtentions végétales telle que prévue par le Règlement (CE) n<sup>o</sup> 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales ou d’un titre national de protection des variétés végétales, ou si une demande en ce sens est en instance.

**Art. 27.** Pour ce qui est des dénominations des variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières qui étaient connues avant le 25 mai 2000, il peut être dérogé au Règlement (CE) n<sup>o</sup> 930/2000 de la Commission du 4 mai 2000 précité, sauf dans le cas où de telles dérogations porteraient atteinte aux droits antérieurs d’un tiers protégé en vertu de l’article 2 dudit règlement.

Par dérogation à l’article 9, § 3, de l’arrêté royal du 8 juillet 2001 précité, plus d’une dénomination pour une variété peut être acceptée s’il s’agit de dénominations traditionnelles.

**Art. 28.** Le Ministre fixe la procédure de demande d’inscription, ainsi que les règles d’admission et de maintien d’une variété au catalogue national comme variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières, conformément aux principes établis par le présent arrêté.

Par dérogation à l’arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 fixant les redevances en matière d’inscription de variétés aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes, la redevance due au Fonds pour le dépôt de la demande d’inscription au catalogue national d’une variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières s’élève à 25 euros et les frais de maintien de l’inscription de cette variété sont fixés à 0 euro. Les autres dispositions de l’arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 précité s’appliquent.

## Section 2. — Production et commercialisation des semences des variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l’article 3 de l’arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 précité, les semences d’une variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières sont contrôlées en tant que “semences standard d’une variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières” si elle remplissent les conditions suivantes :

- 1<sup>o</sup> les semences sont conformes aux exigences relatives à la commercialisation des “semences standards” prévues par l’arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 précité, à l’exclusion de celles afférentes à la pureté variétale minimale;
- 2<sup>o</sup> les semences présentent une pureté variétale suffisante.

§ 2. Le responsable de l’apposition des étiquettes mentionné à l’article 32, ci-après nommé le fournisseur dans le cadre du présent chapitre, assume seul la responsabilité de la conformité du processus de production et des semences produites aux exigences du présent arrêté.

Le fournisseur réalise ou fait réaliser les analyses nécessaires pour vérifier que les semences des variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières satisfont aux exigences fixées au § 1<sup>er</sup>. Ces analyses sont réalisées conformément aux méthodes internationales actuellement établies ou, si de telles méthodes n'existent pas, conformément à toute méthode appropriée approuvée par le Service.

**Art. 30.** Les semences des variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières sont commercialisées en petits conditionnements ne dépassant pas le poids net maximal défini à l'annexe 2 pour les différentes espèces.

**Art. 31.** Les semences des variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières sont commercialisées uniquement dans des emballages fermés et scellés. Les emballages de semences sont scellés par le fournisseur de telle manière qu'il soit impossible de les ouvrir sans endommager le système de fermeture ou sans laisser des traces d'altération sur l'étiquette du fournisseur ou l'emballage. Afin de garantir que les emballages sont scellés conformément au présent article, le système de fermeture comporte au moins soit l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette, soit l'apposition d'un scellé.

**Art. 32.** Les emballages de semences des variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières portent une étiquette du fournisseur, une inscription imprimée ou un cachet comprenant au moins les informations suivantes :

- 1° la mention "Règles et normes UE";
- 2° le nom et l'adresse de la personne responsable de l'apposition des étiquettes ou sa marque d'identification;
- 3° l'année de la fermeture, indiquée par la mention "Scellé en ..." (année), ou l'année du dernier prélèvement d'échantillons aux fins du dernier test de germination, indiquée par la mention "Echantillonné en ..." (année);
- 4° l'espèce;
- 5° la dénomination de la variété;
- 6° la mention "variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières";
- 7° le numéro de référence attribué au lot par la personne responsable de l'apposition des étiquettes;
- 8° le poids net ou brut déclaré ou le nombre déclaré de semences;
- 9° en cas d'indication du poids et d'emploi de granulés de pesticides, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, la nature du traitement chimique ou de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de glomérules ou de graines pures et le poids total.

**Art. 33.** Le Service effectue un contrôle a posteriori par sondage des semences des variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières commercialisées en vertu du présent arrêté, dans le but de vérifier leur identité et leur pureté variétales. Ces contrôles sont réalisés conformément aux méthodes internationales actuelles ou, si de telles méthodes n'existent pas, conformément à toute méthode appropriée déterminée par le Service.

**Art. 34.** Le Service s'assure, par des contrôles réalisés lors de la production et de la commercialisation, que les semences satisfont aux dispositions du présent chapitre, en accordant une attention particulière à la variété et aux quantités.

**Art. 35.** Le Ministre fixe les modalités de production, de commercialisation et de contrôle des variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières conformément aux principes établis par le présent arrêté.

**Art. 36.** L'activité de fournisseur au sens du présent chapitre est soumise à une autorisation préalable du Service, selon les modalités et aux conditions fixées par le Ministre. L'enregistrement comme fournisseur auprès du Service est soumis à une rétribution au Fonds fixée à 25 euros par an. L'arrêté royal du 25 octobre 1991 fixant les rétributions dues pour le contrôle des semences et des plants agricoles et horticoles, ainsi que des rétributions dues du chef de l'exercice de certaines professions dans l'agriculture, l'horticulture et la sylviculture, n'est pas d'application.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions générales et finales

**Art. 37.** Les fournisseurs opérant sur le territoire de la Région wallonne communiquent au Service, pour chaque saison de production, la quantité de semences mise sur le marché, pour chaque variété de conservation et variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières

**Art. 38.** Les montants facturés en application des articles 28 et 36 sont dus dans les trente jours de l'envoi de la note de débit par courrier ordinaire, sauf si un autre délai est mentionné sur la note de débit. Si la note de débit n'est pas acquittée à la date d'échéance, un premier rappel est adressé par courrier ordinaire. En cas de non-paiement du montant dû dans les trente jours du premier rappel, un deuxième rappel avec mise en demeure est adressé par recommandé ou par tout autre moyen conférant preuve de l'envoi. L'envoi d'un deuxième rappel entraîne automatiquement une majoration de 50 euros du montant initialement dû pour couvrir les frais de gestion administrative.

**Art. 39.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage. Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 7 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 10 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

**Art. 40.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 novembre 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

ANNEXE I<sup>e</sup>

Restrictions quantitatives, telles que visées à l'article 15, applicables à la commercialisation des semences des variétés de conservation

Dénomination botanique	Nombre maximal d'hectares en Région wallonne pour la production de légumes, par variété de conservation
<i>Allium cepa</i> L. - Groupe Cepa <i>Brassica oleracea</i> L. <i>Brassica rapa</i> L. <i>Capsicum annuum</i> L. <i>Cichorium intybus</i> L. <i>Cucumis melo</i> L. <i>Cucurbita maxima</i> Duchesne <i>Cynara cardunculus</i> L. <i>Daucus carota</i> L. <i>Lactuca sativa</i> L. <i>Lycopersicon esculentum</i> Mill. <i>Phaseolus vulgaris</i> L. <i>Pisum sativum</i> L. (partim) <i>Vicia faba</i> L. (partim)	11,8
<i>Allium cepa</i> L. - Groupe Aggregatum <i>Allium porrum</i> L. <i>Allium sativum</i> L. <i>Beta vulgaris</i> L. <i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum. et Nakai <i>Cucumis sativus</i> L. <i>Cucurbita pepo</i> L. <i>Foeniculum vulgare</i> Mill. <i>Solanum melongena</i> L. <i>Spinacia oleracea</i> L.	5,9
<i>Allium fistulosum</i> L. <i>Allium schoenoprasum</i> L. <i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm. <i>Apium graveolens</i> L. <i>Asparagus officinalis</i> L. <i>Cichorium endivia</i> L. <i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A. W. Hill <i>Phaseolus coccineus</i> L. <i>Raphanus sativus</i> L. <i>Rheum rhabarbarum</i> L. <i>Scorzonera hispanica</i> L. <i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr. <i>Zea mays</i> L. (partim)	3,0

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2010 introduisant certaines dérogations pour l'admission des variétés de légumes traditionnellement cultivées dans des régions spécifiques ou sans valeur commerciale, ainsi que pour la commercialisation de semences de ces variétés.

Namur, le 18 novembre 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

## ANNEXE II

Poids net maximal par conditionnement, tel que visé à l'article 30

Dénomination botanique	Poids net maximal par conditionnement, exprimé en grammes
<i>Phaseolus coccineus</i> L. <i>Phaseolus vulgaris</i> L. <i>Pisum sativum</i> L. (partim) <i>Vicia faba</i> L. (partim) <i>Spinacia oleracea</i> L. <i>Zea mays</i> L. (partim)	250

Dénomination botanique	Poids net maximal par conditionnement, exprimé en grammes
<i>Allium cepa</i> L. (groupe Cepa, groupe Aggregatum) <i>Allium fistulosum</i> L. <i>Allium porrum</i> L. <i>Allium sativum</i> L. <i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm. <i>Beta vulgaris</i> L. <i>Brassica rapa</i> L. <i>Cucumis sativus</i> L. <i>Cucurbita maxima</i> Duchesne <i>Cucurbita pepo</i> L. <i>Daucus carota</i> L. <i>Lactuca sativa</i> L. <i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A. W. Hill <i>Raphanus sativus</i> L. <i>Scorzonera hispanica</i> L. <i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	25
<i>Allium schoenoprasum</i> L. <i>Apium graveolens</i> L. <i>Asparagus officinalis</i> L. <i>Brassica oleracea</i> L. (tous) <i>Capsicum annuum</i> L. <i>Cichorium endivia</i> L. <i>Cichorium intybus</i> L. <i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum. et Nakai <i>Cucumis melo</i> L. <i>Cynara cardunculus</i> L. <i>Lycopersicon esculentum</i> Mill. <i>Foeniculum vulgare</i> Mill. <i>Rheum rhabarbarum</i> L. <i>Solanum melongena</i> L.	5

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2010 introduisant certaines dérogations pour l'admission des variétés de légumes traditionnellement cultivées dans des régions spécifiques ou sans valeur commerciale, ainsi que pour la commercialisation de semences de ces variétés.

Namur, le 18 novembre 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 4050

[2010/206057]

#### 18. NOVEMBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Gemüsesorten, die traditionell in besonderen Regionen angebaut werden oder die ohne Wert für den Anbau zu kommerziellen Zwecken sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut dieser Sorten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, Artikel 2, abgeändert durch die Gesetze vom 21. Dezember 1998 und vom 5. Februar 1999;

Aufgrund des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes, Artikel 45;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die Prüfungen im Rahmen der Aufnahme der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten in den nationalen Katalog, sowie zuletzt abgeändert durch den Ministerialerlass vom 12. Oktober 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut der Wurzelzichorie;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 15. Juli 2010;

Aufgrund des am 11. Juni 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Juni 2010 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 2. Juli 2010 abgegebenen Gutachtens des Rates des Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse;

Aufgrund des am 3. November 2010 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1°, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 48.782/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Gegenstand und Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - § 1. Der vorliegende Erlass dient der Umsetzung der Richtlinie 2009/145/EG der Kommission vom 26. November 2009 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Gemüselandsorten und anderen Sorten, die traditionell an besonderen Orten und in besonderen Regionen angebaut werden und von genetischer Erosion bedroht sind, sowie von Gemüsesorten, die an sich ohne Wert für den Anbau zu kommerziellen Zwecken sind, aber für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtet werden, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut dieser Landsorten und anderen Sorten.

§ 2. Der vorliegende Erlass betrifft lediglich die landwirtschaftlichen Arten, die dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut der Wurzelzichorie unterliegen.

**Art. 2** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "In-situ-Erhaltung": die Erhaltung von genetischem Material in seiner natürlichen Umgebung und - im Falle von Kulturpflanzenarten - in der landwirtschaftlich genutzten Umgebung, in der sie ihre besonderen Eigenschaften entwickelt haben;

2° "genetische Erosion": allmählicher Verlust der genetischen Vielfalt zwischen und innerhalb von Populationen oder Sorten derselben Arten oder Einschränkung der genetischen Grundlage einer Art aufgrund menschlichen Eingreifens oder von Veränderungen der Umwelt;

3° "Landsorte": eine Reihe von Populationen oder Klonen einer Pflanzenart, die an die natürlichen Umweltbedingungen ihrer Region angepasst sind;

4° Gemeinsamer Katalog: der gemeinsame Sortenkatalog für Gemüsearten aufgrund der Richtlinie 2002/55/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Gemüsesaatgut;

5° nationaler Katalog: der nationale Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

6° Fonds: der Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse, erwähnt in den Artikeln 43 bis 48 des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes;

7° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

8° Dienststelle: die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, welche die zuständige Behörde für die Aufnahme von Arten in den nationalen Katalog und die Zertifizierung von Gemüsesaatgut ist.

**Art. 3** - § 1. Mit vorliegendem Erlass werden für die in Artikel 1, § 2 genannten Gemüsearten gewisse Ausnahmeregelungen in Bezug auf die In-situ-Erhaltung und nachhaltige Nutzung pflanzengenetischer Ressourcen durch Anbau und Inverkehrbringen festgelegt, und zwar:

1° für die Aufnahme in den nationalen Katalog der Landsorten und Sorten, die traditionell an besonderen Orten und in besonderen Regionen angebaut werden und von genetischer Erosion bedroht sind, nachstehend "Erhaltungssorten" genannt,

2° für die Zulassung in den nationalen Katalog von Sorten, die an sich ohne Wert für den Anbau zu kommerziellen Zwecken sind, aber für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtet werden, nachstehend "für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtete Sorten" genannt, und

3° für das Inverkehrbringen von Saatgut solcher Erhaltungssorten und für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten.

§ 2. Sofern es in vorliegendem Erlass keine anderslautende Bestimmung gibt, sind der vorgenannte Königliche Erlass vom 8. Juli 2001 und der Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut der Wurzelzichorie anwendbar.

§ 3. Der vorliegende Erlass wird unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten in Sachen Pflanzenschutz und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. August 2005 über die Bekämpfung von Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Stoffe schädlich sind, gefasst.

#### KAPITEL II — *Erhaltungssorten*

##### *Abschnitt 1 — Zulassung von Erhaltungssorten*

**Art. 4** - Die Erhaltungssorten werden in den nationalen Katalog zulassen, sofern sie die in den Artikeln 5 und 6 genannten Anforderungen erfüllen. Die Erhaltungssorten werden als eine Sorte zugelassen, deren Saatgut nur als "Standardsaatgut einer Erhaltungssorte" kontrolliert werden kann, zulassen. Die betreffende Sorte wird dann in den nationalen Katalog eingetragen als eine "Erhaltungssorte, deren Saatgut gemäß Artikel 12 vorliegenden Erlasses kontrolliert werden muss". Eine solche Sorte wird in den gemeinsamen Katalog eingetragen als eine "Erhaltungssorte, deren Saatgut gemäß Artikel 11 der Richtlinie 2009/145/EG der Kommission kontrolliert werden muss".

**Art. 5** - Damit eine Landsorte oder andere Sorte gemäß Artikel 3, § 1, 1° als Erhaltungssorte zugelassen werden kann, muss sie hinsichtlich der Erhaltung der pflanzengenetischen Ressourcen von Interesse sein.

Abweichend von Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die Prüfungen im Rahmen der Aufnahme der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten in den nationalen Katalog gelten in Bezug auf Unterscheidbarkeit und Beständigkeit mindestens die Merkmale, die in den technischen Fragebögen zu den in der Anlage I des vorerwähnten Erlasses vom 27. Mai 2004 für die jeweiligen Arten aufgeführten Testprotokollen des Gemeinschaftlichen Sortenamts (CPVO) oder in den technischen Fragebögen zu den in der Anlage II des vorerwähnten Erlasses vom 27. Mai 2004 vor für die jeweiligen Arten aufgeführten Richtlinien des Internationalen Verbands zum Schutz von Pflanzenzüchtungen (UPOV) genannt sind.

Für die Beurteilung der Homogenität gilt der vorerwähnte Erlass vom 27. Mai 2004. Wird jedoch das Homogenitätsniveau auf der Grundlage von "Abweichern" (Off-Types) ermittelt, so gilt ein Populationsstandard von 10% und eine Akzeptanzwahrscheinlichkeit von mindestens 90% .



**Art. 6** - Abweichend von Artikel 7, § 1, Absatz 1 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 wird keine amtliche Prüfung verlangt, wenn die folgenden Informationen für eine Entscheidung über die Zulassung der Erhaltungssorten ausreichen:

1° Beschreibung der Erhaltungssorte und ihre Bezeichnung;

2° Ergebnisse nichtamtlicher Prüfungen;

3° Erkenntnisse, die aufgrund praktischer Erfahrungen bei Anbau, Vermehrung und Nutzung gewonnen wurden, wie sie vom Antragsteller für die Zulassung mitgeteilt wurden;

4° sonstige Informationen, insbesondere von Seiten der für pflanzengenetische Ressourcen zuständigen Behörden, der Universitäten oder Forschungszentren der Wallonischen Region, oder jeglicher anderer Organisation, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region eine Sammlung von Sorten erhält, die zu einer der in Artikel 1, § 2 genannten Arten gehören. Die Dienststelle stellt die tatsächliche Erhaltung dieser Sammlung fest.

**Art. 7** - Eine Erhaltungssorte wird nicht zur Aufnahme in den nationalen Katalog zugelassen,

1° wenn sie bereits im gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten als Sorte und nicht als "Erhaltungssorte" aufgeführt ist oder wenn sie in den letzten zwei Jahren bzw. in den zwei Jahren nach Ablauf des Zeitraums gemäß Artikel 15, § 2, Absatz 2 der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten aus dem gemeinsamen Katalog gestrichen wurde oder

2° wenn sie durch ein gemeinschaftliches Sortenschutzrecht gemäß der Verordnung (EG) Nr. 2100/94 des Rates vom 27. Juli 1994 über den gemeinschaftlichen Sortenschutz oder durch ein nationales Sortenschutzrecht geschützt ist oder ein entsprechender Antrag gestellt wurde.

**Art. 8** - Hinsichtlich der Bezeichnungen von Erhaltungssorten, die vor dem 25. Mai 2000 bekannt waren, kann von der Verordnung (EG) Nr. 930/2000 der Kommission vom 4. Mai 2000 mit Durchführungsbestimmungen über die Eignung von Sortenbezeichnungen für landwirtschaftliche Pflanzenarten und für Gemüsearten abgewichen werden, sofern solche Abweichungen ältere gemäß Artikel 2 der genannten Verordnung geschützte Rechte eines Dritten unangetastet lassen.

In Abweichung von Art. 9, § 3 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 kann mehr als eine Bezeichnung für eine Sorte zugelassen werden, wenn die betreffenden Bezeichnungen traditionell bekannt sind.

**Art. 9** - Wenn eine Erhaltungssorte in den nationalen Katalog zugelassen wird, wird die Ursprungsregion bestimmt. Die Ursprungsregion wird als die Region(en) definiert, wo diese Sorte traditionell angebaut wird und an deren natürliche Gegebenheiten sie angepasst ist. Die Informationen von Seiten der in Artikel 6, 4° erwähnten Organisationen werden bei der Bestimmung der Ursprungsregion einer Sorte berücksichtigt. Die Ursprungsregion kann in mehr als einem Mitgliedstaat der Europäischen Union liegen, insofern ist sie Gegenstand eines diesbetreffenden gegenseitigen Einvernehmens von allen betroffenen Mitgliedstaaten ist. Die Dienststelle teilt der Europäischen Kommission die Ursprungsregion einer Sorte mit.

**Art. 10** - Jede Erhaltungssorte wird durch eine Erhaltungszüchtung in ihrer Ursprungsregion gesichert.

**Art. 11** - Der Minister bestimmt das Verfahren zur Beantragung der Eintragung, sowie die Regeln für die Zulassung und Erhaltung einer Sorte als Erhaltungssorte im nationalen Katalog, in Übereinstimmung mit den in vorliegendem Erlass festgelegten Grundsätzen.

Abweichend von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Festlegung der Gebühren für die Eintragung der Sorten in die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten, beläuft sich die Gebühr, die für den Antrag auf Eintragung einer Erhaltungssorte in dem nationalen Katalog dem Fonds zu zahlen ist, auf 50 Euro, wobei sich die Kosten für die Aufrechterhaltung der Eintragung auf 0 Euro belaufen. Die sonstigen Bestimmungen des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 bleiben anwendbar.

#### *Abschnitt 2 — Erzeugung und Inverkehrbringen von Saatgut der Erhaltungssorten*

**Art. 12** - § 1. Abweichend von Artikel 3 des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 wird das Saatgut einer Erhaltungssorte als "Standardsaatgut einer Erhaltungssorte" kontrolliert, sofern es folgende Anforderungen erfüllt:

1° Das Saatgut erfüllt die Anforderungen an das Inverkehrbringen von "Standardsaatgut" gemäß dem vorgenannten Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 mit Ausnahme der Anforderungen an die Mindestsortenreinheit;

2° das Saatgut weist eine ausreichende Sortenreinheit auf.

§ 2. Die in Artikel 18 genannte, für das Anbringen des Etiketts verantwortliche Person, die nachstehend im Rahmen vorliegenden Kapitels als "Lieferant" bezeichnet wird, trägt allein die Verantwortung für die Übereinstimmung des Erzeugungsprozesses und des erzeugten Saatguts mit den Anforderungen vorliegenden Erlasses.

Der Lieferant führt die erforderlichen Prüfungen durch, oder lässt diese Prüfungen durchführen, um zu kontrollieren, ob das Saatgut von Erhaltungssorten die Anforderungen gemäß § 1 erfüllt. Diese Analysen werden nach international üblichen Methoden bzw., sofern solche nicht existieren, nach anderweitigen geeigneten, von der Dienststelle genehmigten Methoden durchgeführt. Bei diesen Prüfungen stellt der Lieferant sicher, dass die Proben aus homogenen Partien gezogen werden. Dabei sorgt er dafür, dass die Vorschriften zum Partiegewicht und zum Probengewicht gemäß Artikel 22 des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 angewandt werden.

**Art. 13** - Das Saatgut einer Erhaltungssorte wird nur in der Ursprungsregion dieser Sorte erzeugt. Falls das Saatgut in der betreffenden Region aufgrund eines speziellen Umweltproblems nicht erzeugt werden kann, kann der Minister zusätzliche Regionen für die Saatguterzeugung zulassen, unter Berücksichtigung der Informationen von Seiten der in Artikel 6, 4° genannten Organisationen. Gleichwohl darf das in diesen zusätzlichen Regionen erzeugte Saatgut nur in den Ursprungsregionen verwendet werden.

**Art. 14** - Das Saatgut einer Erhaltungssorte darf nur in der Ursprungsregion dieser Sorte in den Verkehr gebracht werden, und wenn es in dieser Ursprungsregion oder einer zusätzlichen Region gemäß Artikel 13 erzeugt worden ist.

Der Minister kann für eine bestimmte Art zusätzliche Regionen für das Inverkehrbringen von Saatgut einer Erhaltungssorte zulassen, sofern diese Regionen mit der Ursprungsregion hinsichtlich der natürlichen und naturnahen Lebensräume dieser Sorte vergleichbar sind, und das Saatgut nur in der Ursprungsregion der Sorte erzeugt wird. Wenn das Inverkehrbringen in anderen Regionen als der Ursprungsregion zugelassen wird, wird die zur Erzeugung der

Mindestmenge von Saatgut gemäß Artikel 15 benötigte Menge für die Erhaltung der Sorte in der Ursprungsregion vorbehalten.

**Art. 15** - Die Menge des pro Jahr in Verkehr gebrachten Saatguts einer jeden Erhaltungssorte übersteigt nicht die Menge, die zur Erzeugung von Gemüse auf der in Anlage I für die entsprechenden Arten festgelegten Anzahl an Hektaren erforderlich ist. Diese Mengen können bis in Höhe der in Anhang I der vorgenannten Richtlinie 2009/145/EG der Kommission angegebenen Mengen überschritten werden, wenn sich die drei Regionen innerhalb der interministeriellen Konferenz "Agrarpolitik" zuvor darüber einigen.

**Art. 16** - Die Lieferanten melden der Dienststelle vor Beginn einer jeden Produktionsperiode die Größe und den Standort der Saatguterzeugungsfläche für die Erhaltungssorten. Ist aufgrund der erhaltenen Daten und einer von der Dienststelle festgelegten Bezugsproduktion pro Flächeneinheit anzunehmen, dass die in Artikel 15 festgelegten Mengen überschritten werden, so teilt die Dienststelle den einzelnen Lieferanten eine Menge zu, die sie in der jeweiligen Produktionsperiode in den Verkehr bringen dürfen, wobei alle Lieferanten gleiche Teile erhalten. Wenn die einem Lieferanten zugeteilte Quote die seitens dieses Lieferanten erwartete Produktion übersteigt (mitgeteilte Fläche multipliziert mit der Bezugsproduktion), dann wird der Überschuss (zugeteilte Quote minus der von diesem Lieferanten erwarteten Produktion) zu gleichen Teilen zwischen den Erzeugern aufgeteilt, deren erwartete Produktion die zugeteilte Quote übersteigt.

**Art. 17** - Das Saatgut von Erhaltungssorten wird nur in geschlossenen Verpackungen oder Behältnissen mit einem Verschluss in den Verkehr gebracht. Die Saatgutpackungen und -behältnisse werden vom Lieferanten so verschlossen, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das Etikett des Lieferanten oder die Verpackung bzw. das Behältnis Spuren einer Manipulation zeigen. Zur Sicherung der Verschließung gemäß diesem Artikel umfasst das Verschlusssystem mindestens das Etikett oder die Anbringung einer Verschlusssicherung.

**Art. 18** - Die Verpackungen oder Behältnisse für Saatgut von Erhaltungssorten tragen ein Etikett des Lieferanten oder einen aufgedruckten oder aufgestempelten Vermerk mit folgenden Angaben:

- 1° Vermerk "EU Regeln und Normen";
- 2° Name und Anschrift oder Identifizierung der für das Anbringen des Etiketts verantwortlichen Person;
- 3° Jahr der Verschließung, Angabe als: "verschlossen im Jahr ..." (Jahr), oder das Jahr der letzten Probenahme zum Zweck der letzten Keimprüfung, Angabe als: "Probenahme im Jahr ..." (Jahr);
- 4° Art;
- 5° Bezeichnung der Erhaltungssorte;
- 6° Vermerk "Standardsaatgut einer Erhaltungssorte";
- 7° Ursprungsregion;
- 8° wenn die Region der Saatguterzeugung nicht mit der Ursprungsregion übereinstimmt, Angabe der Region der Saatguterzeugung;
- 9° die von der für das Anbringen des Etiketts verantwortlichen Person vergebene Partienummer;
- 10° das angegebene Netto- oder Bruttogewicht oder die angegebene Zahl der Körner;
- 11° bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmassen oder sonstigen festen Zusätzen: Art der chemischen Behandlung oder des Zusatzes sowie ungefähres Verhältnis zwischen dem Gewicht der Knäuel oder der reinen Körner und dem Gesamtgewicht.

**Art. 19** - Die Dienststelle führt eine Nachkontrolle des kraft vorliegenden Erlasses in Verkehr gebrachten Saatguts der Erhaltungssorten anhand von Zufallsstichproben durch, um deren Sortenechtheit und Sortenreinheit zu prüfen. Diese Kontrollen werden nach international üblichen Methoden bzw., sofern solche nicht existieren, nach anderweitigen geeigneten, von der Dienststelle festgelegten Methoden durchgeführt.

**Art. 20** - Die Dienststelle stellt durch Überwachung während der Erzeugung und des Inverkehrbringens sicher, dass das Saatgut diesem Kapitel entspricht, wobei sie der Sorte, den Orten der Saatguterzeugung und den Mengen besondere Aufmerksamkeit widmen.

**Art. 21** - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Erzeugung, das Inverkehrbringen und die Kontrolle der Erhaltungssorten, in Übereinstimmung mit den in vorliegendem Erlass festgelegten Grundsätzen.

**Art. 22** - Die Aktivität als Lieferant im Sinne vorliegenden Kapitels unterliegt einer vorherigen Genehmigung der Dienststelle, nach Modalitäten und Bedingungen, die vom Minister festgelegt werden.

Die Eintragung bei der Dienststelle als Lieferant setzt die Zahlung einer Gebühr an den Fonds voraus, die sich auf 50 Euro pro Jahr beläuft, zuzüglich eines Betrags von 12,5 Euro pro gemäß Artikel 16 zugeteilten Hektar. Der Königliche Erlass vom 25. Oktober 1991 zur Festlegung der Vergütungen, die für die Kontrolle der in der Landwirtschaft und im Gartenbau benutzten Samen und Pflänzlinge, sowie für die Ausübung bestimmter Berufe in der Land- und Forstwirtschaft sowie im Gartenbau geschuldet werden, findet keine Anwendung.

## KAPITEL II — Für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtete Sorten

### Abschnitt 1 — Zulassung von für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten

**Art. 23** - Die für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten werden in den nationalen Katalog zulassen, sofern sie die in den Artikeln 24 und 25 genannten Anforderungen erfüllen. Eine für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtete Sorte wird als eine Sorte zugelassen, deren Saatgut nur als "Standardsaatgut einer für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorte" kontrolliert werden kann, zulassen.

Die betreffende Sorte wird dann in den nationalen Katalog eingetragen als "für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtete Sorte, deren Saatgut gemäß Artikel 29 vorliegenden Erlasses kontrolliert werden muss". Eine solche Sorte wird in den gemeinsamen Sortenkatalog als eine "für den Anbau unter bestimmten Bedingungen gezüchtete Sorte, deren Saatgut gemäß Artikel 26 der Richtlinie 2009/145/EG der Kommission kontrolliert wird" eingetragen.

**Art. 24** - Damit eine Sorte als für den Anbau unter bestimmten Bedingungen gemäß Artikel 3, § 1, 2° b zugelassen werden kann, darf sie an sich keinen Wert für den Anbau zu kommerziellen Zwecken haben, aber für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtet werden. Eine Sorte gilt als für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtete Sorte, wenn sie zum Anbau unter besonderen agrotechnischen, klimatischen oder pedologischen Bedingungen gezüchtet wurde.

Abweichend von Artikel 1 des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 gelten in Bezug auf Unterscheidbarkeit und Beständigkeit mindestens die Merkmale, die in den technischen Fragebögen zu

den in der Anlage I des vorerwähnten Erlasses vom 27. Mai 2004 für die jeweiligen Arten aufgeführten Testprotokollen des Gemeinschaftlichen Sortenamts (CPVO) oder in den technischen Fragebögen zu den in der Anlage II des vorerwähnten Erlasses vom 27. Mai 2004 vor für die jeweiligen Arten aufgeführten Richtlinien des Internationalen Verbands zum Schutz von Pflanzenzüchtungen (UPOV) genannt sind.

Für die Beurteilung der Homogenität gilt der vorerwähnte Erlass vom 27. Mai 2004. Wird jedoch das Homogenitätsniveau auf der Grundlage von "Abweichern" (Off-Types) ermittelt, so gilt ein Populationsstandard von 10% und eine Akzeptanzwahrscheinlichkeit von mindestens 90% .

**Art. 25** - Abweichend von Artikel 7, § 1, Absatz 1 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 wird keine amtliche Prüfung verlangt, wenn die folgenden Informationen für eine Entscheidung über die Zulassung der für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten ausreichen:

1° Beschreibung der für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorte und deren Benennung;

2° Ergebnisse nichtamtlicher Prüfungen;

3° Erkenntnisse, die aufgrund praktischer Erfahrungen bei Anbau, Vermehrung und Nutzung gewonnen wurden, wie sie vom Antragsteller für die Zulassung mitgeteilt wurden;

4° sonstige Informationen, insbesondere von Seiten der für pflanzengenetische Ressourcen zuständigen Behörden, der Universitäten oder Forschungszentren der Wallonischen Region, oder jeglicher anderer Organisation, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region eine Sammlung von Sorten erhält, die zu einer der in Artikel 1, § 2 genannten Arten gehören. Die Dienststelle stellt die tatsächliche Erhaltung dieser Sammlung fest.

**Art. 26** - Eine für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtete Sorte wird nicht zur Aufnahme in den nationalen Katalog zugelassen

1° wenn sie bereits im gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten als Sorte und nicht als "für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtete Sorte" aufgeführt ist oder wenn sie in den letzten zwei Jahren bzw. in den zwei Jahren nach Ablauf des Zeitraums gemäß Artikel 15, § 2, Absatz 2 der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten aus dem gemeinsamen Katalog gestrichen wurde oder

2° wenn sie durch ein gemeinschaftliches Sortenschutzrecht gemäß der Verordnung (EG) Nr. 2100/94 des Rates vom 27. Juli 1994 über den gemeinschaftlichen Sortenschutz oder durch ein nationales Sortenschutzrecht geschützt ist oder ein entsprechender Antrag gestellt wurde.

**Art. 27** - Hinsichtlich der Bezeichnungen von zum Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten, die vor dem 2000. Mai 930/2000 bekannt waren, kann von der vorgenannten Verordnung (EG) Nr. 930/2000 der Kommission vom 4. Mai 2000 abgewichen werden, sofern solche Abweichungen ältere gemäß Artikel 2 der genannten Verordnung geschützte Rechte eines Dritten unangetastet lassen.

In Abweichung von Art. 9, § 3 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 kann mehr als eine Bezeichnung für eine Sorte zugelassen werden, wenn die betreffenden Bezeichnungen traditionell bekannt sind.

**Art. 28** - Der Minister bestimmt das Verfahren zur Beantragung der Eintragung, sowie die Regeln für die Zulassung und Erhaltung einer Sorte als für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtete Sorte im nationalen Katalog, in Übereinstimmung mit den in vorliegendem Erlass festgelegten Grundsätzen.

Abweichend von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Festlegung der Gebühren für die Eintragung der Sorten in die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten, beläuft sich die Gebühr, die für den Antrag auf Eintragung einer für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorte in dem nationalen Katalog dem Fonds zu zahlen ist, auf 25 Euro, wobei sich die Kosten für die Aufrechterhaltung der Eintragung auf 0 Euro belaufen. Die sonstigen Bestimmungen des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 bleiben anwendbar.

#### *Abschnitt 2 — Erzeugung und Inverkehrbringen von Saatgut von für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten*

**Art. 29** - § 1. Abweichend von Artikel 3 des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 wird das Saatgut einer für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorte als "Standardsaatgut einer für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorte" kontrolliert, sofern es folgende Anforderungen erfüllt:

1° Das Saatgut erfüllt die Anforderungen an das Inverkehrbringen von "Standardsaatgut" gemäß dem vorgenannten Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 mit Ausnahme der Anforderungen an die Mindestsortenreinheit;

2° das Saatgut weist eine ausreichende Sortenreinheit auf.

§ 2. Die in Artikel 32 genannte, für das Anbringen des Etiketts verantwortliche Person, die nachstehend im Rahmen vorliegenden Kapitels als "Lieferant" bezeichnet wird, trägt allein die Verantwortung für die Übereinstimmung des Erzeugungsprozesses und des erzeugten Saatguts mit den Anforderungen vorliegenden Erlasses.

Der Lieferant führt die erforderlichen Prüfungen durch, oder lässt diese Prüfungen durchführen, um zu kontrollieren, ob das Saatgut von für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten die Anforderungen gemäß § 1 erfüllt. Diese Analysen werden nach international üblichen Methoden bzw., sofern solche nicht existieren, nach anderweitigen geeigneten, von der Dienststelle genehmigten Methoden durchgeführt.

**Art. 30** - Saatgut von für den Anbau unter bestimmten Bedingungen gezüchteten Sorten wird in kleinen Packungen in Verkehr gebracht, die das in Anlage 2 pro Art festgelegte Nettohöchstgewicht nicht überschreiten.

**Art. 31** - Das Saatgut von für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten wird nur in geschlossenen Verpackungen oder Behältnissen mit einem Verschluss in Verkehr gebracht. Die Saatgutpackungen und -behältnisse werden vom Lieferanten so verschlossen, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das Etikett des Lieferanten oder die Verpackung bzw. das Behältnis Spuren einer Manipulation zeigen. Zur Sicherung der Verschlüßung gemäß diesem Artikel umfasst das Verschlusssystem mindestens das Etikett oder die Anbringung einer Verschlusssicherung.

**Art. 32** - Die Verpackungen und Behältnisse für Saatgut von für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten tragen ein Etikett des Lieferanten oder einen aufgedruckten oder aufgestempelten Vermerk mit folgenden Angaben:

1° den Vermerk "EU Regeln und Normen";

2° Name und Anschrift oder Identifizierung der für das Anbringen des Etiketts verantwortlichen Person;

3° Jahr der Verschlüßung, Angabe als: "verschlossen im Jahr ..." (Jahr), oder das Jahr der letzten Probenahme zum

Zweck der letzten Keimprüfung, Angabe als: "Probenahme im Jahr ..." (Jahr);

4° Art;

5° Bezeichnung der Sorte;

6° den Wortlaut "für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtete Sorte";

7° die von der für das Anbringen des Etiketts verantwortlichen Person vergebene Partienummer;

8° das angegebene Netto- oder Bruttogewicht oder die angegebene Zahl der Körner;

9° bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmassen oder sonstigen festen Zusätzen: Art der chemischen Behandlung oder des Zusatzes sowie ungefähres Verhältnis zwischen dem Gewicht der Knäuel oder der reinen Körner und dem Gesamtgewicht.

**Art. 33** - Die Dienststelle führt eine Nachkontrolle des kraft vorliegenden Erlasses in Verkehr gebrachten Saatguts der für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten anhand von Zufallsstichproben durch, um deren Sortenechtheit und Sortenreinheit zu prüfen. Diese Kontrollen werden nach international üblichen Methoden bzw., sofern solche nicht existieren, nach anderweitigen geeigneten, von der Dienststelle festgelegten Methoden durchgeführt.

**Art. 34** - Die Dienststelle stellt durch Überwachung während der Erzeugung und des Inverkehrbringens sicher, dass das Saatgut diesem Kapitel entspricht, wobei sie der Sorte und den Mengen besondere Aufmerksamkeit widmen.

**Art. 35** - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Erzeugung, das Inverkehrbringen und die Kontrolle der für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten, in Übereinstimmung mit den in vorliegendem Erlass festgelegten Grundsätzen.

**Art. 36** - Die Aktivität als Lieferant im Sinne vorliegenden Kapitels unterliegt einer vorherigen Genehmigung der Dienststelle, nach Modalitäten und Bedingungen, die vom Minister festgelegt werden. Die Eintragung bei der Dienststelle als Lieferant setzt die Zahlung einer Gebühr an den Fonds voraus, die sich auf 25 Euro pro Jahr beläuft. Der Königliche Erlass vom 25. Oktober 1991 zur Festlegung der Vergütungen, die für die Kontrolle der in der Landwirtschaft und im Gartenbau benutzten Samen und Pflänzlinge, sowie für die Ausübung bestimmter Berufe in der Land- und Forstwirtschaft sowie im Gartenbau geschuldet werden, findet keine Anwendung.

#### KAPITEL IV — Allgemeine und Schlussbestimmungen

**Art. 37** - Die in der Wallonischen Region tätigen Lieferanten informieren die Dienststelle über die jeweilige Menge des in den Verkehr gebrachten Saatguts jeder Erhaltungssorte und jeder für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorte für jede Produktionsperiode.

**Art. 38** - Die in Anwendung der Artikel 28 und 36 berechneten Beträge sind zahlbar innerhalb von dreißig Tagen nach Aufgabe der Zahlungsaufforderung, es sei denn, auf dieser Aufforderung wird eine andere Frist vermerkt. Falls der Zahlungsaufforderung an dem äußersten Datum nicht nachgekommen wurde, wird mit einfacher Post eine erste Mahnung zugestellt. Ist der zu zahlende Betrag innerhalb von dreißig Tagen nach der ersten Mahnung noch nicht beglichen worden, so wird eine zweite Zahlung mit Inverzugsetzung per Einschreiben oder auf jedem sonstigen Wege, durch den die Aufgabe belegt wird, zugestellt. Die Aufgabe der zweiten Mahnung führt automatisch zu einer Erhöhung des ursprünglichen geschuldeten Betrags um 50 Euro, die zur Deckung der Verwaltungskosten dienen.

**Art. 39** - Die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht. Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 10 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder bei Verhinderung um seinen Stellvertreter.

**Art. 40** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. November 2010

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
B. LUTGEN

#### ANLAGE I

Mengenmäßige Beschränkungen für das Inverkehrbringen von Saatgut von Erhaltungssorten gemäß Artikel 15

Botanische Bezeichnung	Höchstzahl der Hektare für die Erzeugung von Gemüse je Erhaltungssorte in der Wallonischen Region
<i>Allium cepa</i> L. - Ceba-Gruppe <i>Brassica oleracea</i> L. <i>Brassica rapa</i> L. <i>Capsicum annuum</i> L. <i>Cichorium intybus</i> L. <i>Cucumis melo</i> L. <i>Cucurbita maxima</i> Duchesne <i>Cynara cardunculus</i> L. <i>Daucus carota</i> L. <i>Lactuca sativa</i> L. <i>Lycopersicon esculentum</i> Mill. <i>Phaseolus vulgaris</i> L. <i>Pisum sativum</i> L. (partim) <i>Vicia faba</i> L. (partim)	11,8

Botanische Bezeichnung	Höchstzahl der Hektare für die Erzeugung von Gemüse je Erhaltungssorte in der Wallonischen Region
<i>Allium cepa</i> L. - Aggregatum-Gruppe <i>Allium porrum</i> L. <i>Allium sativum</i> L. <i>Beta vulgaris</i> L. <i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum. et Nakai <i>Cucumis sativus</i> L. <i>Cucurbita pepo</i> L. <i>Foeniculum vulgare</i> Mill. <i>Solanum melongena</i> L. <i>Spinacia oleracea</i> L.	5,9
<i>Allium fistulosum</i> L. <i>Allium schoenoprasum</i> L. <i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm. <i>Apium graveolens</i> L. <i>Asparagus officinalis</i> L. <i>Cichorium endivia</i> L. <i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A. W. Hill <i>Phaseolus coccineus</i> L. <i>Raphanus sativus</i> L. <i>Rheum rhabarbarum</i> L. <i>Scorzonera hispanica</i> L. <i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr. <i>Zea mays</i> L. (partim)	3,0

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. November 2010 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Gemüsesorten, die traditionell in besonderen Regionen angebaut werden oder die ohne Wert für den Anbau zu kommerziellen Zwecken sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut dieser Sorten als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 18. November 2010

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
B. LUTGEN

## ANLAGE II

Nettohöchstgewicht je Packung gemäß Artikel 30

Botanische Bezeichnung	Nettohöchstgewicht je Packung, ausgedrückt in Gramm
<i>Phaseolus coccineus</i> L. <i>Phaseolus vulgaris</i> L. <i>Pisum sativum</i> L. (partim) <i>Vicia faba</i> L. (partim) <i>Spinacia oleracea</i> L. <i>Zea mays</i> L. (partim)	250
<i>Allium cepa</i> L. Cepa-Gruppe, Aggregatum-Gruppe <i>Allium fistulosum</i> L. <i>Allium porrum</i> L. <i>Allium sativum</i> L. <i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm. <i>Beta vulgaris</i> L. <i>Brassica rapa</i> L. <i>Cucumis sativus</i> L. <i>Cucurbita maxima</i> Duchesne <i>Cucurbita pepo</i> L. <i>Daucus carota</i> L. <i>Lactuca sativa</i> L. <i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A. W. Hill <i>Raphanus sativus</i> L. <i>Scorzonera hispanica</i> L. <i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	25

Botanische Bezeichnung	Nettohoogstgewicht je Packung, ausgedrückt in Gramm
<i>Allium schoenoprasum</i> L. <i>Apium graveolens</i> L. <i>Asparagus officinalis</i> L. <i>Brassica oleracea</i> L. (tous) <i>Capsicum annuum</i> L. <i>Cichorium endivia</i> L. <i>Cichorium intybus</i> L. <i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum. et Nakai <i>Cucumis melo</i> L. <i>Cynara cardunculus</i> L. <i>Lycopersicon esculentum</i> Mill. <i>Foeniculum vulgare</i> Mill. <i>Rheum rhabarbarum</i> L. <i>Solanum melongena</i> L.	5

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. November 2010 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Gemüsesorten, die traditionell in besonderen Regionen angebaut werden oder die ohne Wert für den Anbau zu kommerziellen Zwecken sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut dieser Sorten als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 18. November 2010

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 4050

[2010/206057]

**18 NOVEMBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van de groentegewassen die traditioneel geteeld worden in specifieke streken of die geen handelswaarde hebben, alsook voor het in de handel brengen van de zaden van die soorten**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, artikel 2, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1998 en 5 februari 1999;

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken, artikel 45;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de onderzoeken voor de toelating van de rassen van landbouw- en groentegewassen in de nationale rassenlijst, voor het laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 12 oktober 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie;

Gelet op het overleg tussen de Gewestelijke regeringen en de Federale overheid, gepleegd op 15 juli 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 juni 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juni 2010;

Gelet op het advies van de Raad van het "Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux", gegeven op 2 juli 2010;

Gelet op het advies 48.782/4 van de Raad van State, gegeven op 3 november 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Doel en begripsomschrijving

**Artikel 1.** § 1. Richtlijn 2009/145/EG van de Commissie van 26 november 2009 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van landrassen en rassen in de landbouw die zich op natuurlijke wijze hebben aangepast aan de lokale en regionale omstandigheden en die door genetische erosie worden bedreigd, en voor het in de handel brengen van zaaizaad en pootaardappelen van die landrassen en rassen wordt bij dit besluit omgezet.

§ 2. Dit besluit betreft de landbouwgewassen waarop het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie betrekking heeft.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° instandhouding in situ : de instandhouding van genetisch materiaal in zijn natuurlijke omgeving en, in het geval van gekweekte plantensoorten, in het agrarische milieu waar ze hun onderscheidende kenmerken hebben ontwikkeld;

2° genetische erosie : verlies, in de loop van de tijd, van genetische diversiteit tussen en binnen populaties of rassen van dezelfde soort, of verkleining van de genetische basis van een soort door menselijk ingrijpen of milieuveranderingen;

3° landras : een stel populaties of klonen van een plantensoort die zich op natuurlijke wijze hebben aangepast aan de milieumomstandigheden van hun gebied;

4° gemeenschappelijke rassenlijst : de gemeenschappelijke catalogus voor groentegewassen vastgelegd bij Richtlijn nr. 2002/55/EG van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van groentezaad;

5° nationale catalogus : de nationale catalogus voor groentegewassen vastgelegd bij het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

6° Fonds : het "Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux" (Begrotingsfonds voor de kwaliteit van de dierlijke en plantaardige producten) bedoeld in de artikelen 43 tot 48 van het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken;

7° Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw;

8° Dienst : de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, als overheid die verantwoordelijk is voor de opname van de rassen in de nationale catalogus en voor de certificering van groentezaad.

**Art. 3.** § 1. In dit besluit worden, wat de in artikel 1, § 2, bedoelde groentegewassen betreft, bepaalde afwijkingen vastgesteld met betrekking tot de instandhouding in situ en het duurzame gebruik van plantaardige genetische hulpbronnen door teelt en het in de handel brengen :

1° voor toelating voor opname in de nationale rassenlijsten van groentegewassen van landrassen en rassen die van oudsher op bepaalde plaatsen en in bepaalde gebieden worden gekweekt en die door genetische erosie worden bedreigd, hierna "instandhoudingsrassen" genoemd ;

2° voor toelating voor opname in de nationale rassenlijst van rassen die geen intrinsieke waarde hebben voor de commerciële productie van gewassen maar die ontwikkeld zijn voor teelt onder bijzondere omstandigheden, hierna "voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen" genoemd, en

3° voor het in de handel brengen van zaaizaad van dergelijke instandhoudingsrassen en voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen.

§ 2. Voornoemd koninklijk besluit van 8 juli 2001 en het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie zijn van toepassing, tenzij in dit besluit anders is bepaald.

§ 3. Dit besluit wordt genomen onverminderd de federale bevoegdheden inzake fytosanitaire aangelegenheden en, inzonderheid, de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen.

## HOOFDSTUK II. — *Instandhoudingsrassen*

### *Afdeling 1. — Toelating van de instandhoudingsrassen*

**Art. 4.** De instandhoudingsrassen worden in de nationale catalogus opgenomen voor zover ze voldoen aan de voorschriften bedoeld in de artikelen 5 en 6. De instandhoudingsrassen worden toegelaten als ras waarvan het zaaizaad enkel als "standaardzaad van een instandhoudingsras" kan worden gecontroleerd. Een dergelijk ras wordt in de nationale rassenlijst opgenomen als "instandhoudingsras waarvan het zaad wordt gecontroleerd overeenkomstig artikel 12 van dit besluit". Een dergelijk ras wordt in de gemeenschappelijke rassenlijst opgenomen als "instandhoudingsras waarvan het zaad wordt gecontroleerd overeenkomstig artikel 11 van Richtlijn 2009/145/EG van de Commissie".

**Art. 5.** Om als instandhoudingsras te worden toegelaten, moet het landras of ras bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van belang zijn voor de instandhouding van de plantaardige genetische hulpbronnen.

In afwijking van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de onderzoeken voor de toelating van de rassen van landbouw- en groentegewassen op de nationale rassenlijst, wordt, wat de onderscheiden criteria en de bestendigheid betreft, toepassing gemaakt van op zijn minst de kenmerken bedoeld in de technische vragenlijsten i.v.m. de onderzoeksprotocollen van de Communautair Bureau voor plantenrassen (CBP), opgenomen in bijlage I bij genoemd besluit van 27 mei 2004 of de technische vragenlijsten van de testrichtsnoeren van de Internationale Unie ter bescherming van de kweekproducten (UPOV) opgenomen in bijlage II bij genoemd besluit van 27 mei 2004 voor de betrokken rassen.

Voor de beoordeling van de homogeniteit is voornoemd besluit van 27 mei 2004 van toepassing. Als het homogeniteitsniveau evenwel op basis van afwijkende planten bepaald wordt, worden een populatiennorm van 10 % en een toelatingskans van minstens 90 % toegepast.

**Art. 6.** In afwijking van artikel 7, § 1, eerste lid, van voornoemd koninklijk besluit van 8 juli 2001, wordt geen officieel onderzoek vereist als onderstaande gegevens volstaan om te besluiten tot de toelating van de instandhoudingsrassen :

1° de beschrijving en de benaming van het instandhoudingsras;

2° de resultaten van onofficiële tests;

3° de kennis opgedaan op basis van praktische ervaring tijdens de teelt, de vermeerdering en het gebruik, zoals meegedeeld door de aanvrager van de inschrijving van een instandhoudingsras;

4° andere informatie, verstrekt met name door de instanties verantwoordelijk voor plantaardige genetische hulpbronnen, door de universiteiten of onderzoekscentra van het Waalse Gewest, of door elke andere organisatie die op het grondgebied van het Waalse Gewest zorgt voor de instandhouding van een verzameling rassen ingedeeld bij één van de soorten bedoeld in artikel 1, § 2. De effectieve instandhouding van die verzameling wordt door de Dienst vastgesteld.

**Art. 7.** Een instandhoudingsras komt niet in aanmerking voor opname in de nationale catalogus als :

1° het al op de gemeenschappelijke rassenlijst is opgenomen als een ander ras dan instandhoudingsras, of sinds minder dan twee jaar van de gemeenschappelijke lijst is afgevoerd of sinds minder dan twee jaar in aanmerking is gekomen voor de uitlooptermijn toegestaan overeenkomstig artikel 15, § 2, tweede lid, van Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst van landbouw gewassen, of

2° het beschermd wordt door een communautair kwekersrecht zoals vermeld in Verordening (EG) nr. 2100/94 van de Raad van 27 juli 1994 inzake het communautair kwekersrecht, of door een nationaal kwekersrecht, of door een nationale vergunning tot bescherming van de plantaardige rassen, of als een aanvraag voor een dergelijk recht in behandeling is.

**Art. 8.** Met betrekking tot benamingen van instandhoudingsrassen die vóór 25 mei 2000 bekend waren, kan afgeweken worden van Verordening (EG) nr. 930/2000 van de Commissie van 4 mei 2000 tot vaststelling van nadere bepalingen betreffende de geschiktheid van rasbenamingen voor landbouw- en groentegewassen, behalve als dergelijke afwijkingen inbreuk zouden maken op oudere rechten van een derde die krachtens artikel 2 van genoemde verordening beschermd wordt.

In afwijking van artikel 9, § 3, van voornoemd koninklijk besluit van 8 juli 2001, kan meer dan één benaming per ras aanvaard worden indien het gaat om traditionele benamingen.

**Art. 9.** Wanneer een instandhoudingsras in de nationale catalogus toegelaten wordt, wordt het gebied van oorsprong bepaald. Het gebied van oorsprong wordt omschreven als het gebied (de gebieden) waarin het ras vanouds geteeld wordt en waaraan het zich op natuurlijke wijze heeft aangepast. Bij de bepaling van het gebied van oorsprong van een ras wordt rekening gehouden met de gegevens verstrekt door de organisaties bedoeld in artikel 6, 4°. Het gebied van oorsprong kan zich uitstrekken over het grondgebied van verschillende lidstaten van de Europese Unie voor zover in dat opzicht een akkoord tussen de betrokken partijen is gesloten. De Dienst geeft de Europese Commissie kennis van het gebied van oorsprong van een ras.

**Art. 10.** Elk instandhoudingsras is het voorwerp van een instandhoudingsselectie in zijn gebied van oorsprong.

**Art. 11.** De Minister bepaalt de procedure tot inschrijvingsaanvraag, alsook de regels volgens welke een ras als instandhoudingsras in de nationale catalogus toegelaten en behouden wordt, overeenkomstig de richtsnoeren vastgelegd bij dit besluit.

In afwijking van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot bepaling van de rechten te betalen inzake de inschrijving van de rassen in de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen, bedraagt de bijdrage voor de indiening van de aanvraag tot inschrijving van een instandhoudingsras in de nationale catalogus 50 euro en zijn de kosten voor het behoud van de inschrijving van dat ras vastgelegd op 0 euro. De overige bepalingen van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 zijn van toepassing.

#### *Afdeling 2. — Productie en in de handel brengen van zaaizaad van instandhoudingsrassen*

**Art. 12.** § 1. In afwijking van artikel 3 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, wordt het zaad van een instandhoudingsras als "standaardzaad van een instandhoudingsras" gecontroleerd als het aan de volgende eisen voldoet :

1° het zaad voldoet aan de voorschriften betreffende het in de handel brengen van "standaardzaad" bepaald bij voornoemd besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, met uitzondering van de voorschriften betreffende de minimale raszuiverheid;

2° het zaaizaad is voldoende raszuiver.

§ 2. Alleen de in artikel 18 bedoelde verantwoordelijke voor de etikettering, hierna de leverancier genoemd in het kader van dit hoofdstuk, zorgt ervoor dat het productieproces en het geproduceerde zaad aan de voorschriften van dit besluit voldoen.

De leverancier verricht of laat de nodige analyses verrichten om na te gaan of het zaaizaad van de instandhoudingsrassen voldoet aan de voorschriften die in § 1 vastliggen. Die analyses worden uitgevoerd volgens de gangbare internationale methoden of, indien deze niet bestaan, volgens elke geschikte methode goedgekeurd door de Dienst. De leverancier zorgt ervoor dat voor die analyses monsters van homogene partijen worden genomen. Hij zorgt ervoor dat, wat het gewicht van de partijen en het gewicht van de monsters betreft, de voorschriften van artikel 22 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 worden toegepast.

**Art. 13.** Het zaaizaad van een instandhoudingsras wordt enkel in het gebied van oorsprong van dat ras geproduceerd. Indien het zaad wegens een specifiek milieuprobleem niet in dat gebied kan worden geproduceerd, kan de Minister de productie van zaaizaad in aanvullende gebieden toelaten, waarbij rekening gehouden wordt met de informatie van de organisaties vermeld in artikel 6, 4°. Het in die aanvullende gebieden geproduceerde zaaizaad mag echter uitsluitend in de gebieden van oorsprong worden gebruikt.

**Art. 14.** Zaaizaad van een instandhoudingsras mag slechts in zijn gebied van oorsprong in de handel gebracht worden en op voorwaarde dat het geproduceerd wordt in dat gebied van oorsprong of in een aanvullend gebied bedoeld in artikel 13.

De Minister kan voor een gegeven ras het in de handel brengen van zaaizaad van een instandhoudingsras toelaten in andere gebieden dan het gebied van oorsprong, voor zover die gebieden met het gebied van oorsprong vergelijkbaar zijn wat de natuurlijke en seminatuurlijke habitat van dat ras betreft, en het zaaizaad slechts in het gebied van oorsprong van het ras geproduceerd wordt. Als het zaaizaad in andere gebieden dan het gebied van oorsprong in de handel gebracht mag worden, wordt de hoeveelheid zaaizaad die nodig is voor de productie van minstens de hoeveelheid zaaizaad bedoeld in artikel 15, voorbehouden voor de instandhouding van bedoeld ras in zijn gebied van oorsprong.

**Art. 15.** Voor elk instandhoudingsras is de jaarlijks in de handel gebrachte hoeveelheid zaaizaad niet groter dan de hoeveelheid die nodig is om groente te produceren op het aantal ha dat vastligt in bijlage I voor de verschillende rassen. Die hoeveelheden mogen overschreden worden naar rato van de hoeveelheden opgenomen in bijlage I bij Richtlijn 2009/145/EG van voornoemde Commissie, mits voorafgaande instemming van de Interministeriële Conferentie voor het Landbouwbeleid.

**Art. 16.** Vóór het begin van elk teeltseizoen geven de leveranciers de Dienst kennis van de oppervlakte en van de plaatsligging van de percelen bestemd voor de productie van zaaizaad voor instandhoudingsrassen. Als de in artikel 15 vermelde hoeveelheden op grond van de verstrekte gegevens en van een referentieproductie per oppervlakte-eenheid vastgelegd door de Dienst kans maken om overschreden te worden, wijst de Dienst aan elke leverancier de hoeveelheid toe die hij in het desbetreffende teeltseizoen in de handel mag brengen, met een gelijk aantal delen voor elke leverancier. Indien het aan de leverancier toegewezen aandeel hoger is dan de productie die hij verwacht (meegedeelde oppervlakte



vermenigvuldigd met de referentieproductie), wordt het overschot (toegewezen aandeel min de door die leverancier verwachte productie) in gelijke delen verdeeld tussen de producenten wier verwachte productie het toegewezen aandeel overschrijdt.

**Art. 17.** Zaaizaad van instandhoudingsrassen mag alleen in gesloten en verzegelde verpakking in de handel worden gebracht. Zaaizaadverpakking wordt door de leverancier verzegeld zodat ze niet geopend kan worden zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of zonder dat het etiket van de leverancier of de verpakking sporen van manipulatie vertoont. Opdat de verpakking overeenkomstig dit artikel verzegeld wordt, moet op zijn minst hetzij het etiket in het sluitingssysteem worden verwerkt, hetzij een zegel op de sluiting worden aangebracht.

**Art. 18.** De verpakkingen of houders van zaaizaad van instandhoudingsrassen worden voorzien van een etiket van de leverancier, van een gedrukt opschrift of van een stempel met de volgende gegevens :

1° de woorden "EG-voorschriften en -normen";

2° de naam en het adres of het identificatiemerk van de persoon die verantwoordelijk is voor het aanbrengen van de etiketten;

3° het jaar van sluiting, aangegeven als volgt : "gesloten in ..." (jaar), of het jaar van de laatste monsternamen ten behoeve van het testen van de kiemkracht, aangegeven als volgt : "monster genomen in ..." (jaar);

4° de soort;

5° de benaming van het instandhoudingsras;

6° de woorden "standaardzaad van een instandhoudingsras";

7° het gebied van oorsprong;

8° wanneer het zaadteeltgebied niet het gebied van oorsprong is, de aanduiding van het zaadteeltgebied;

9° het referentienummer van de partij, toegekend door de persoon die verantwoordelijk is voor het aanbrengen van de etiketten;

10° het opgegeven netto- of brutogewicht of het opgegeven aantal zaden;

11° wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat worden gebruikt, de aard van de chemische behandeling of het toevoegingsmiddel alsmede de verhouding, bij benadering, tussen het gewicht van de kluwens zuivere zaden en het totale gewicht.

**Art. 19.** De Dienst voert steekproefsgewijze nacontrole uit op de identiteit en de raszuiverheid van het zaaizaad van de krachtens dit besluit in de handel gebrachte instandhoudingsrassen. Die analyses worden uitgevoerd volgens de gangbare internationale methoden of, indien deze niet bestaan, volgens elke geschikte methode goedgekeurd door de Dienst.

**Art. 20.** De Dienst zorgt er door toezicht tijdens de productie en het in de handel brengen voor dat het zaaizaad voldoet aan de bepalingen van dit hoofdstuk, waarbij hij bijzondere aandacht besteedt aan het ras, de teeltplaatsen en de hoeveelheden.

**Art. 21.** De Minister bepaalt de modaliteiten voor de productie en het in de handel brengen van de instandhoudingsrassen en voor de controle erop, overeenkomstig de beginselen die in dit besluit vastliggen.

**Art. 22.** De activiteit van leverancier in de zin van dit hoofdstuk is onderworpen aan een voorafgaande vergunning van de Dienst, volgens de modaliteiten en onder de voorwaarden bepaald door de Minister.

De registratie als leverancier bij de Dienst wordt onderworpen aan een bijdrage van 50 euro per jaar in het Fonds, verhoogd met een bedrag van 12,5 euro per ha toegekend overeenkomstig artikel 16. Het koninklijk besluit van 25 oktober 1991 houdende vaststelling van de vergoedingen, verschuldigd voor de keuring van zaaizaad en pootgoed voor land- en tuinbouw, alsmede van de vergoedingen verschuldigd voor de uitoefening van bepaalde beroepen in de land-, tuin- en bosbouw is niet van toepassing.

## HOOFDSTUK II. — Voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen

### Afdeling 1. — Toelating van voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen

**Art. 23.** De voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen mogen in de nationale catalogus opgenomen worden voor zover ze voldoen aan de voorschriften bedoeld in de artikelen 24 en 25. Een voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkeld ras wordt toegelaten als ras waarvan het zaaizaad slechts kan worden gecontroleerd als

"standaardzaad van een voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkeld ras". Een dergelijk ras wordt in de nationale rassenlijst opgenomen als "voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkeld ras waarvan het zaad wordt gecontroleerd overeenkomstig artikel 29 van dit besluit". Een dergelijk ras wordt in de gemeenschappelijke rassenlijst opgenomen als "voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkeld ras waarvan het zaad wordt gecontroleerd overeenkomstig artikel 26 van Richtlijn 2009/145/EG van de Commissie".

**Art. 24.** Om te worden toegelaten als voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkeld ras, als bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, mag een ras geen intrinsieke waarde hebben voor de commerciële productie van gewassen, maar moet het ontwikkeld zijn voor teelt onder bijzondere omstandigheden. Een ras wordt beschouwd als zijnde ontwikkeld voor teelt onder bijzondere omstandigheden als het is ontwikkeld voor teelt onder bijzondere landbouwtechnische, klimatologische of pedologische omstandigheden.

In afwijking van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de onderzoeken voor de toelating van de rassen van landbouw- en groentegewassen op de nationale rassenlijst, wordt, wat de onderscheiden criteria en de bestendigheid betreft, toepassing gemaakt van op zijn minst de kenmerken bedoeld in de technische vragenlijsten i.v.m. de onderzoeksprotocollen van het Communautair Bureau voor plantenrassen (CBP), opgenomen in bijlage I bij genoemd besluit van 27 mei 2004 of de technische vragenlijsten van de testrichtsnoeren van de Internationale Unie ter bescherming van de kweekproducten (UPOV) opgenomen in bijlage II bij genoemd besluit van 27 mei 2004 voor de betrokken rassen.

Voor de beoordeling van de homogeniteit is voornoemd besluit van 27 mei 2004 van toepassing. Als het homogeniteitsniveau evenwel op basis van afwijkende planten bepaald wordt, worden een populatienorm van 10 % en een toelatingskans van minstens 90 % toegepast.

**Art. 25.** In afwijking van artikel 7, § 1, eerste lid, van voornoemd koninklijk besluit van 8 juli 2001, is geen officieel onderzoek vereist indien de volgende informatie toereikend is om een besluit te nemen over de toelating van de voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen :

1° de beschrijving en de benaming van het voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde ras;

2° de resultaten van onofficiële tests;

3° kennis verkregen door praktische ervaring tijdens de teelt, de vermeerdering en het gebruik, zoals door de aanvrager aan de betrokken lidstaat medegedeeld;

4° andere informatie, verstrekt met name door de instanties verantwoordelijk voor plantaardige genetische hulpbronnen, door de universiteiten of onderzoekscentra van het Waalse Gewest, of door elke andere organisatie die op het grondgebied van het Waalse Gewest zorgt voor de instandhouding van een verzameling rassen ingedeeld bij één van de soorten bedoeld in artikel 1, § 2. De effectieve instandhouding van die verzameling wordt door de Dienst vastgesteld.

**Art. 26.** Een voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkeld ras wordt niet toegelaten voor opname in de nationale rassenlijst als :

1° het reeds in de gemeenschappelijke rassenlijst van groentegewassen is opgenomen als ander ras dan voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkeld ras, of het binnen de laatste twee jaar van die gemeenschappelijke rassenlijst van groentegewassen is afgevoerd, of de bij artikel 15, § 2, tweede lid, van Richtlijn 2002/55/EG toegestane termijn minder dan twee jaar geleden is afgelopen, of

2° het beschermd wordt door een communautair kwekersrecht zoals vermeld in Verordening (EG) nr. 2100/94 van de Raad van 27 juli 1994 inzake het communautaire kwekersrecht, of door een nationaal kwekersrecht, of door een nationale vergunning tot bescherming van de plantaardige rassen, of als een aanvraag voor een dergelijk recht in behandeling is.

**Art. 27.** Met betrekking tot benamingen van voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen die vóór 25 mei 2000 bekend waren, kunnen afwijkingen van Verordening (EG) nr. 930/2000 van voornoemde Commissie van 4 mei 2000 worden toegestaan, behalve wanneer deze afwijkingen inbreuk zouden maken op oudere rechten van een derde die krachtens artikel 2 van die verordening beschermd zijn.

In afwijking van artikel 9, § 3, van voornoemd koninklijk besluit van 8 juli 2001, kan meer dan één benaming per ras aanvaard worden indien het gaat om traditionele benamingen.

**Art. 28.** De Minister bepaalt de procedure tot inschrijvingsaanvraag, alsook de regels volgens welke een ras als voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkeld ras in de nationale catalogus toegelaten en behouden wordt, overeenkomstig de richtsnoeren vastgelegd bij dit besluit.

In afwijking van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot bepaling van de rechten te betalen inzake de inschrijving van de rassen in de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen, bedraagt de bijdrage voor de indiening van de aanvraag tot inschrijving van een instandhoudingsras in de nationale catalogus 25 euro en zijn de kosten voor het behoud van de inschrijving van dat ras vastgelegd op 0 euro. De overige bepalingen van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 worden toegepast.

#### *Afdeling 1. — Productie en in de handel brengen van zaaizaad van voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen*

**Art. 29.** § 1. In afwijking van artikel 3 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 kunnen de lidstaten bepalen dat zaad van een voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkeld ras kan worden gecontroleerd als standaardzaad van een voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkeld ras als het aan de volgende eisen voldoet :

1° het zaad voldoet aan de voorschriften betreffende het in de handel brengen van "standaardzaad" bepaald bij voornoemd besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, met uitzondering van de voorschriften betreffende de minimale raszuiverheid;

2° het zaaizaad is voldoende raszuiver.

§ 2. Alleen de in artikel 32 bedoelde verantwoordelijke voor de etikettering, hierna de leverancier genoemd in het kader van dit hoofdstuk, zorgt ervoor dat het productieproces en het geproduceerde zaad aan de voorschriften van dit besluit voldoen.

De leverancier verricht of laat de nodige analyses verrichten om na te gaan of het zaaizaad van de voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen voldoet aan de voorschriften die in § 1 vastliggen. Die analyses worden uitgevoerd volgens de gangbare internationale methoden of, indien deze niet bestaan, volgens elke geschikte methode goedgekeurd door de Dienst.

**Art. 30.** Zaaizaad van voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen wordt in de handel gebracht in kleine verpakkingen, waarbij het in bijlage 2 per soort aangegeven maximale nettogewicht niet wordt overschreden.

**Art. 31.** Zaaizaad van voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen mag alleen in gesloten en verzegelde verpakking in de handel worden gebracht. Zaaizaadverpakking wordt door de leverancier verzegeld zodat ze niet geopend kan worden zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of zonder dat het etiket van de leverancier of de verpakking sporen van manipulatie vertoont. Opdat de verpakking overeenkomstig dit artikel verzegeld wordt, moet op zijn minst hetzij het etiket in het sluitingssysteem worden verwerkt, hetzij een zegel op de sluiting worden aangebracht.

**Art. 32.** De verpakkingen van zaaizaad van voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen worden voorzien van een etiket van de leverancier of een gedrukte of gestempelde tekst met op zijn minst de volgende gegevens :

1° de woorden "EG-voorschriften en -normen";

2° de naam en het adres of het identificatiemerk van de persoon die verantwoordelijk is voor het aanbrengen van de etiketten;

3° het jaar van sluiting, aangegeven als volgt : "gesloten in ..." (jaar), of het jaar van de laatste monsternamen ten behoeve van het testen van de kiemkracht, aangegeven als volgt : "monster genomen in ..." (jaar);

4° de soort ;

5° de benaming van het ras;

6° de woorden "voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkeld ras";

7° het referentienummer van de partij, toegekend door de persoon die verantwoordelijk is voor het aanbrengen van de etiketten;

8° het opgegeven netto- of brutogewicht of het opgegeven aantal zaden;

9° wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat worden gebruikt, de aard van de chemische behandeling of het toevoegingsmiddel alsmede de verhouding, bij benadering, tussen het gewicht van de kluwens zuivere zaden en het totale gewicht.

**Art. 33.** De Dienst voert steekproefsgewijze nacontrole uit op de rasechtheid en raszuiverheid van het zaaizaad van de voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen die krachtens dit besluit in de handel gebracht worden. Die controles worden uitgevoerd volgens de gangbare internationale methoden of, indien deze niet bestaan, volgens elke geschikte methode goedgekeurd door de Dienst.

**Art. 34.** De Dienst zorgt er door toezicht tijdens de productie en het in de handel brengen voor dat het zaaizaad voldoet aan de bepalingen van dit hoofdstuk, waarbij hij bijzondere aandacht besteedt aan het ras en de hoeveelheden.

**Art. 35.** De Minister bepaalt de modaliteiten voor de productie en het in de handel brengen van de voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen en voor de controle erop, overeenkomstig de beginselen die in dit besluit vastliggen.

**Art. 36.** De activiteit van leverancier in de zin van dit hoofdstuk is onderworpen aan een voorafgaande vergunning van de Dienst, volgens de modaliteiten en onder de voorwaarden bepaald door de Minister. De registratie als leverancier bij de Dienst wordt onderworpen aan een bijdrage van 25 euro per jaar in het Fonds. Het koninklijk besluit van 25 oktober 1991 houdende vaststelling van de vergoedingen, verschuldigd voor de keuring van zaaizaad en pootgoed voor land- en tuinbouw, alsmede van de vergoedingen verschuldigd voor de uitoefening van bepaalde beroepen in de land-, tuin- en bosbouw is niet van toepassing.

#### HOOFDSTUK IV. — Algemene en slotbepalingen

**Art. 37.** De leveranciers die op het grondgebied van het Waalse Gewest opereren, geven de Dienst voor elk teeltseizoen kennis van de in de handel gebrachte hoeveelheid zaaizaad van elk instandhoudingsras en van de voor teelt onder bijzondere omstandigheden ontwikkelde rassen.

**Art. 38.** De overeenkomstig de artikelen 28 en 36 gefactureerde bedragen zijn verschuldigd binnen dertig dagen na verzending van de debetnota per gewone post, behalve als een andere termijn op de debetnota vermeld wordt. Als de debetnota op de vervaldatum niet betaald wordt, wordt een eerste herinneringsbrief per gewone post toegestuurd. Indien het verschuldigde bedrag niet betaald wordt binnen dertig dagen na de eerste aanmaning, wordt een tweede aanmaning met ingebrekestelling toegestuurd bij aangetekend schrijven of door elk middel dat als verzendingsbewijs geldt. De verzending van een tweede herinneringsbrief heeft automatisch een verhoging van 50 euro van het aanvankelijk verschuldigde bedrag tot gevolg om de administratieve beheerskosten te dekken.

**Art. 39.** De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt. De bepalingen van het koninklijk besluit van 7 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 10 van genoemde wet, zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst en, bij diens verhindering, de ambtenaar die hem vervangt.

**Art. 40.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 november 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

#### BIJLAGE I

Kwantitatieve beperkingen, zoals bedoeld in artikel 15, voor het in de handel brengen van zaaizaad van instandhoudingsrassen

Botanische benaming	Maximumaantal hectare in het Waalse Gewest voor de teelt van groente, per instandhoudingsras
<i>Allium cepa</i> L. - Ceba-groep	11,8
<i>Brassica oleracea</i> L.	
<i>Brassica rapa</i> L.	
<i>Capsicum annuum</i> L.	
<i>Cichorium intybus</i> L.	
<i>Cucumis melo</i> L.	
<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne	
<i>Cynara cardunculus</i> L.	
<i>Daucus carota</i> L.	
<i>Lactuca sativa</i> L.	
<i>Lycopersicon esculentum</i> Mill.	
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	
<i>Pisum sativum</i> L. (partim)	
<i>Vicia faba</i> L. (partim)	

Botanische benaming	Maximumaantal hectare in het Waalse Gewest voor de teelt van groente, per instandhoudingsras
<i>Allium cepa</i> L. - Aggregatum-groep <i>Allium porrum</i> L. <i>Allium sativum</i> L. <i>Beta vulgaris</i> L. <i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum. et Nakai <i>Cucumis sativus</i> L. <i>Cucurbita pepo</i> L. <i>Foeniculum vulgare</i> Mill. <i>Solanum melongena</i> L. <i>Spinacia oleracea</i> L.	5,9
<i>Allium fistulosum</i> L. <i>Allium schoenoprasum</i> L. <i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm. <i>Apium graveolens</i> L. <i>Asparagus officinalis</i> L. <i>Cichorium endivia</i> L. <i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A. W. Hill <i>Phaseolus coccineus</i> L. <i>Raphanus sativus</i> L. <i>Rheum rhabarbarum</i> L. <i>Scorzonera hispanica</i> L. <i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr. <i>Zea mays</i> L. (partim)	3,0

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2010 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van de groentegewassen die traditioneel geteelt worden in specifieke streken of die geen handelswaarde hebben, alsook voor het in de handel brengen van de zaden van die soorten.

Namen, 18 november 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

## BIJLAGE 2

Maximaal nettogewicht per verpakking, als bedoeld in artikel 30

Botanische benaming	Maximaal nettogewicht per verpakking, uitgedrukt in g
<i>Phaseolus coccineus</i> L. <i>Phaseolus vulgaris</i> L. <i>Pisum sativum</i> L. (partim) <i>Vicia faba</i> L. (partim) <i>Spinacia oleracea</i> L. <i>Zea mays</i> L. (partim)	250
<i>Allium cepa</i> L. (Cepa-groep, Aggregatum-groep) <i>Allium fistulosum</i> L. <i>Allium porrum</i> L. <i>Allium sativum</i> L. <i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm. <i>Beta vulgaris</i> L. <i>Brassica rapa</i> L. <i>Cucumis sativus</i> L. <i>Cucurbita maxima</i> Duchesne <i>Cucurbita pepo</i> L. <i>Daucus carota</i> L. <i>Lactuca sativa</i> L. <i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A. W. Hill <i>Raphanus sativus</i> L. <i>Scorzonera hispanica</i> L. <i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	25

Botanische benaming	Maximaal nettogewicht per verpakking, uitgedrukt in g
<i>Allium schoenoprasum</i> L. <i>Apium graveolens</i> L. <i>Asparagus officinalis</i> L. <i>Brassica oleracea</i> L. (alle) <i>Capsicum annuum</i> L. <i>Cichorium endivia</i> L. <i>Cichorium intybus</i> L. <i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum. et Nakai <i>Cucumis melo</i> L. <i>Cynara cardunculus</i> L. <i>Lycopersicon esculentum</i> Mill. <i>Foeniculum vulgare</i> Mill. <i>Rheum rhabarbarum</i> L. <i>Solanum melongena</i> L.	5

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2010 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van de groentegewassen die traditioneel geteeld worden in specifieke streken of die geen handelswaarde hebben, alsook voor het in de handel brengen van de zaden van die soorten.

Namen, 18 november 2010.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE

#### VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 4051

[C — 2010/31545]

25 NOVEMBER 2010. — Ordonnantie houdende de eindregeling van de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het jaar 1998 (1)

#### TITEL I. — Verrichtingen gedaan ter uitvoering van de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

##### HOOFDSTUK I. — Vastleggingen gedaan in uitvoering van de gewestbegroting

##### § 1. Vaststelling van de vastleggingen

**Artikel 1.** De vastleggingen van uitgaven ten laste van de vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1998 bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel A, kolom 7, de som van : 7.199.092.344 BF.

##### § 2. Vaststelling van de vastleggingskredieten

**Art. 2.** De bij de begrotingsordonnanties geopende vastleggingskredieten en de vastleggingskredieten van het vorige jaar overgedragen door de Brussels Hoofdstedelijke Raad bedragen, overeenkomstig tabel A, kolom 6, voor het begrotingsjaar 1998 : 7.769.700.000 BF.

Dit bedrag omvat :

De vastleggingskredieten die werden geopend bij de begrotingsordonnanties; dit bedrag is als volgt samengesteld :

a) oorspronkelijke begrotingen : 9.205.300.000 BF

b) kredietaanpassingen :

verhogingen : 1.039.500.000 BF

verminderingen : 2.475.100.000 BF

(tabel A, kolommen 1, 2, 3 en 4) : 7.769.700.000 BF

2. De vastleggingskredieten die werden overgedragen van begrotingsjaar 1997 naar begrotingsjaar 1998 bij toepassing van de artikel 18 van de wet van 28 juni 1963 (tabel A, kolom 5) : 0 BF.

**Art. 3.** De vastleggingskredieten die werden overgedragen van begrotingsjaar 1998 naar begrotingsjaar 1999 bij toepassing van het artikel 18 van de wet van 28 juni 1963 (tabel A, kolom 10) : 0 BF.

**Art. 4.** De bij de begrotingsordonnanties geopende vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1998 en de overgedragen vastleggingskredieten worden verminderd met de aan het eind van het begrotingsjaar beschikbare en definitieve geannuleerde vastleggingskredieten, overeenkomstig tabel A, kolom 11 : 570.607.656 BF.

### MINISTERE

#### DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 4051

[C — 2010/31545]

25 NOVEMBRE 2010. — Ordonnance portant règlement définitif du budget de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année 1998 (1)

#### TITRE I<sup>er</sup>. — Opérations effectuées en exécution du budget de la Région de Bruxelles-Capitale

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Engagements effectués en exécution du budget régional

##### § 1<sup>er</sup>. Fixation des engagements

**Article 1<sup>er</sup>.** Les engagements de dépenses imputés à charge des crédits d'engagement de l'année budgétaire 1998 s'élèvent, d'après le tableau A ci-annexé, colonne 7, à la somme de : 7.199.092.344 FB.

##### § 2. Fixation des crédits d'engagement

**Art. 2.** Les crédits d'engagement ouverts par les ordonnances budgétaires ainsi que les crédits d'engagement reportés de l'année précédente par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale s'élèvent pour l'année budgétaire 1998, conformément au tableau A, colonne 6, à : 7.769.700.000 FB.

Ce montant comprend :

1. Les crédits d'engagement ouverts par les ordonnances budgétaires et se décomposant comme suit :

a) budgets initiaux : 9.205.300.000 FB

b) ajustements des crédits :

augmentations : 1.039.500.000 FB

diminutions : 2.475.100.000 FB

(tableau A, colonnes 1, 2, 3 et 4) : 7.769.700.000 FB

2. Les crédits d'engagement reportés de l'année budgétaire 1997 à l'année budgétaire 1998 en application de l'article 18 de la loi du 28 juin 1963 (tableau A, colonne 5) : 0 FB.

**Art. 3.** Les crédits d'engagement reportés de l'année budgétaire 1998 à l'année budgétaire 1999 en application de l'article 18 de la loi du 28 juin 1963 (tableau A, colonne 10) : 0 FB.

**Art. 4.** Le montant total des crédits d'engagement ouverts par les ordonnances budgétaires pour l'année budgétaire 1998 et des crédits d'engagement reportés est réduit des crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire et annulés définitivement, conformément au tableau A, colonne 11 : 570.607.656 FB.